

# BANQUE DU CANADA

*Bank of Canada*

RAPPORT ANNUEL AU  
MINISTRE DES FINANCES  
ET  
RELEVÉ DES COMPTES

1939

LE 10 FÉVRIER 1940

HG  
2706  
.A12  
1939





# BANQUE DU CANADA

ÉTABLIE EN 1934 EN VERTU DE LA LOI SUR LA  
BANQUE DU CANADA

SIÈGE SOCIAL—OTTAWA

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

G.-F. TOWERS  
*Gouverneur*

D. GORDON  
*Sous-gouverneur*

---

J.-L. HOLMAN	SUMMERSIDE. I.P.-E
A. STEWART McNICHOLS	MONTRÉAL. QUÉ.
R. MCQUEEN	WINNIPEG. MAN.
F. MAGEE	PORT ELGIN. N.-B.
A.-C. PICARD	QUÉBEC. QUÉ.
R.-A. WRIGHT	DRINKWATER. SASK.
W.-D. BLACK <i>Membre du Comité de direction</i>	HAMILTON. ONT.
LT-COL. C. BROWN	LONDON. ONT.
G.-G. COOTE	NANTON. ALTA.
W.-K. MCKEAN	HALIFAX. N.-E.

*Membre à titre d'office:*

W.-C. CLARK  
*Sous-ministre des Finances*

OTTAWA. ONT.

## DIRECTION

---

**G.-F. TOWERS**

*Gouverneur*

**L.-P. SAINT-AMOUR**

*Sous-gouverneur adjoint*

**D. GORDON**

*Sous-gouverneur*

**K.-A. HENDERSON**

*Conseiller en valeurs*

## SECRETARIAT

**D.-G. MARBLE**

*Secrétaire*

**SERVICE DU CHANGE ÉTRANGER**

**S. TURK**

*Chef*

**W.-A. CAMERON**

*Sous-chef*

**L.-P.-J. ROY**

*Sous-secrétaire*

**SERVICE DE LA MONNAIE**

**C.-E. CAMPBELL**

*Chef*

**J.-P. MELVIN**

*Sous-chef*

## DÉPARTEMENT DES ÉTUDES

**D.-A. SKELTON**

*Chef*

## COMPTABILITÉ

**H.-R. EXTENCE**

*Comptable en chef*

**SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE**

**M.-G. ANDERSON**

*Chef*

**F.-M. PETERS**

*Sous-chef*

## DÉPARTEMENT DES VALEURS

**W.-B. WATSON**

*Chef*

**W.-H. BUDDEN**

*Sous-chef*

**J.-W. GRANT**

*Représentant à Toronto*

**C. DE V. WELSFORD**

*Représentant à Montréal*

## VÉRIFICATION

**E. FRICKER**

*Vérificateur*

## AGENCES

---

CALGARY, ALTA	J. PARRY	AGENT
CHARLOTTETOWN, I.P.-E.	D.-A. MACKINNON	"
HALIFAX, N.-E.	S.-A. STADEN	"
MONTREAL, QUÉ.	J.-H.-C. DESMARAIS	"
OTTAWA, ONT.	S.-J. PERKINS	"
RÉGINA, SASK.	G.-A. IVEY	"
SAINT-JEAN, N.-B.	E.-H. CAMERON	"
TORONTO, ONT.	K. FREDERICKSON	"
VANCOUVER, C.B.	W. WINSBY	"
WINNIPEG, MAN.	W. MORTON	"

# BANQUE DU CANADA

Ottawa, le 10 février 1940.

Le Colonel l'honorable J. L. Ralston,  
Ministre des Finances,  
Ottawa.

Monsieur le Ministre,

En conformité des dispositions de la *Loi modifiant la Loi sur la Banque du Canada*, je vous envoie ci-joint, en double, un relevé des comptes de la Banque pour l'exercice financier 1939, signé par le gouverneur et par le comptable en chef, et certifié par les vérificateurs, en la forme prescrite par les statuts de la Banque.

Avant de procéder au rapport qui doit accompagner ce relevé, je veux mentionner la perte subie par la Banque en la mort de M. Thomas Bradshaw, survenue le 10 novembre. M. Bradshaw avait été membre de notre Comité de direction depuis le commencement des opérations de la Banque en 1935. Nous avons donc bénéficié de ses conseils pendant cinq ans près, y compris la période de la plus haute importance pour la Banque, celle où se développait son organisation. De la part du Conseil d'administration, j'aimerais rendre hommage à la grande valeur des services rendus à la Banque par M. Bradshaw. Malgré tant de choses qui réclamaient son temps, il ne s'épargna pas dans l'accomplissement de ses devoirs en qualité de membre de l'administration et de la direction. Il me sera peut-être permis d'ajouter, pour rappeler un des facteurs de cette tâche, que pendant la durée de ses fonctions, M. Bradshaw assista à plus de cent réunions du Conseil et du Comité de direction, dont chacune exigea un voyage de Toronto à Ottawa.

A une assemblée du Conseil d'administration tenue le 20 novembre, M. W. D. Black fut choisi par le Conseil pour agir comme membre du Comité de direction. Je désire consigner que le Conseil apprécie la bonne volonté avec laquelle M. Black a bien voulu assumer cette responsabilité additionnelle.

---

BANQUE DU CANADA

---

En traitant du relevé des comptes pour l'année 1939, je me propose de montrer les changements importants pour l'année sous forme de tableau, indiquant l'effet de ces changements sur les réserves des banques à charte, de commenter les principaux postes, et ensuite de dire un mot des raisons qui ont motivé la politique suivie.

	Changements qui produisent une diminution des réserves des banques à charte	Changements qui produisent une augmentation des réserves des banques à charte
	(Millions de dollars)	
Augmentation de monnaies et lingots d'or		39.8
Augmentation de nos soldes en livres sterling et dollars des Etats-Unis d'Amérique		36.0
Augmentation de nos placements dans les titres des gouvernements fédéral et provinciaux		46.3
Augmentation des billets entre les mains du public	43.8	
Augmentation des soldes du gouvernement fédéral	29.6	
Augmentation des autres dépôts	14.8	
Augmentation du fonds de réserve	.5	
Autres changements nets	3.3	
	92.0	122.1
Moins		92.0
Augmentation des réserves des banques à charte (billets de la Banque du Canada et dépôts à la Banque du Canada)		30.1

BILLETS EN CIRCULATION

Le montant de nos billets en circulation à la fin de décembre était de \$232,779,000, soit \$57,520,000 de plus qu'il y a un an. Les banques à charte en détenaient \$13,736,000 de plus et le reste, \$43,784,000, représentait un accroissement dans la somme de billets détenus par le public en général. Une diminution de \$3,696,000 dans les billets émis par les banques à charte compensa d'autant l'augmentation des billets de la Banque du Canada détenus par le public. La circulation active de billets s'est donc accrue de \$40,088,000 durant l'année. En termes de moyennes quotidiennes, l'augmentation était de \$11,600,000, soit 5.7 p. cent, à rapprocher de 2.6 p. cent entre 1937 et 1938, et 10 p. cent entre 1936 et 1937.

De beaucoup la plus grande part de l'augmentation des billets en circulation active se produisit pendant la dernière partie de l'année, où l'expansion saisonnière normale fut considérablement dépassée. La moisson de blé abondante et le rendement plus élevé des terres ont sans doute contribué à cette augmentation, comme aussi le regain d'activité dans les affaires, l'accroissement du montant des paiements en salaires et l'accélération du commerce de détail pendant les derniers mois de 1939. De plus, il est probable qu'une partie de l'augmentation a été affectée au remboursement des billets de banque des Etats-Unis qui refluent vers ce pays à cause de la prime sur les fonds des Etats-Unis.

RÉSERVES

L'encaisse de monnaies et lingots d'or de la Banque à la fin de l'année a été évaluée à \$225,677,000, une augmentation de \$39,765,000, dont le montant de \$21,152,000 est dû à l'addition de 603,431 onces à notre stock d'or. Le reste est

attribuable à la prime sur le dollar des Etats-Unis, puisque, en vertu de la *Loi sur le fonds du change* de 1935, notre stock d'or est évalué au prix du marché en fonds canadiens. La prime était de  $3\frac{1}{32}$  de 1 p. cent le 31 décembre 1938 et de 10 p. cent à la fin de 1939.

Au cours des trois dernières années, nous avons de temps en temps accru nos avoirs en or et en devises étrangères parce que nous désirions maintenir une réserve liquide proportionnée à notre passif croissant de billets en circulation et de dépôts et, d'autre part, en prévision du besoin possible, en cas de guerre, des ressources étrangères additionnelles que nous pouvions accumuler sans inconvénient. C'est cette dernière considération qui nous a portés à augmenter nos avoirs d'or pendant les quatre premiers mois de 1939. Les disponibilités de la Banque en sterling et en dollars des Etats-Unis au 30 décembre dernier étaient de \$64,325,000, un relèvement de \$35,970,000 sur l'année précédente.

#### PLACEMENTS

Le reste de l'augmentation de notre actif en 1939 se trouvait dans nos placements sur titres des gouvernements fédéral et provinciaux, lesquels s'élevaient le 30 décembre à \$231,773,000. C'était une augmentation de \$46,257,000 pour l'année, dont \$37,276,000 en valeurs ayant moins de deux ans à courir et \$8,981,000 en valeurs dont l'échéance se reporte à plus de deux ans. Prenant pour base les chiffres du mercredi publiés dans notre bilan hebdomadaire, la moyenne du total des placements était seulement de \$4½ millions de plus en 1939 qu'en 1938.

#### PROFITS ET PERTES

Le profit net disponible, provision faite pour éventualités et réserves, était de \$1,863,725.20. Après déduction des

dividendes de \$225,000 sur le capital action de \$5,000,000 détenu par le ministre des Finances, il reste \$1,638,725.20, à rapprocher de \$1,665,300.97 en 1938. De ce montant, en conformité de la *Loi sur la Banque du Canada*, la somme de \$546,241.73 fut ajoutée au fonds de réserve et \$1,092,483.47 furent payés au gouvernement du Dominion.

#### PERSONNEL

Pendant les mois de l'été, on nous demanda de prêter les services de certains de nos fonctionnaires à la Banque hypothécaire centrale, pour aider au travail de l'organisation de cette institution. La Banque hypothécaire centrale laissa partir—temporairement—ces fonctionnaires quand se développa la crise vers la fin d'août, et cette action fut confirmée en novembre quand le Gouvernement prit la décision de ne pas mettre la Banque hypothécaire centrale en opération à l'époque actuelle.

L'*Ordonnance sur le contrôle du change étranger* du 15 septembre dernier nomma la Banque du Canada aviseur technique et agent de la Commission de contrôle du change étranger. Comme tels, nous avons l'occasion de faire un volume substantiel de travail pour la Commission et nous lui avons aussi prêté les services de vingt-cinq membres de notre personnel. De ceux-ci six étaient préposés à notre service du change étranger où ils s'occupaient d'un genre de travail dont la Commission est maintenant chargée, sept furent remplacés par des employés temporaires, et le vide laissé par le transfert des douze autres a été comblé par le travail supplémentaire du reste du personnel.

Depuis le commencement des opérations en 1935, nous avons eu l'occasion de développer une organisation capable de fournir un noyau d'hommes expérimentés pour un travail

d'urgence. Dans les circonstances modernes, en temps de guerre comme en temps de paix, il semble nécessaire qu'une banque centrale puisse répondre à de telles exigences.

Les employés permanents de la Banque sont au nombre de 361, deux de plus qu'il y a un an.

#### LE TAUX DE LA BANQUE

Notre taux d'escompte est demeuré le même toute l'année à 2½ p. cent. Comme pendant les années précédentes, les besoins d'emprunt des banques ont été minimes.

#### RÉSERVES DES BANQUES À CHARTE

Comme je l'ai indiqué dans le tableau à la page 5, nos transactions de l'année ont eu pour effet d'augmenter les réserves des banques à charte de \$30.1 millions. En 1939, les dépôts en dollars canadiens des banques se sont accrus de \$352 millions, et à la fin de l'année le rapport de leur encaisse à leurs dépôts était de 10.1 p. cent, à rapprocher de 10.3 p. cent à la fin de 1938. L'accroissement des dépôts et le besoin de disponibilités additionnelles tiennent à certains développements importants que je mentionne plus bas.

L'augmentation de l'actif et du passif des banques s'est surtout produite pendant les quatre derniers mois de l'année. Elle est le résultat d'une expansion des prêts pour financer la récolte de blé de 1939—qui n'a été dépassée qu'une fois jusqu'ici—et de l'achat de \$200 millions de valeurs par les banques du gouvernement du Dominion. Ces valeurs sont des obligations à 2 p. cent, échéant le 16 octobre 1941, mais rachetables par le gouvernement du Dominion à partir du 16 octobre 1940, sur préavis de trente jours.

Cette façon de financer à court terme est conforme au programme esquissé dans le discours sur le budget à la session

d'urgence du parlement. Tout en reconnaissant qu'au Canada les dépenses globales entraînées par la guerre devraient se payer par l'impôt et l'emprunt des épargnes, on a cru bon qu'au début le gouvernement du Dominion finance de façon à ne pas entraver les rajustements rendus nécessaires par la guerre. Je dis encore un mot à ce sujet dans la dernière partie mon rapport.

#### LES MARCHÉS DE VALEURS MOBILIÈRES

Dans mon dernier rapport annuel, je faisais allusion au fait que les prix des obligations de premier ordre s'étaient appréciés sensiblement en 1938. Le niveau de la fin de l'année 1938 s'est maintenu pendant les sept premiers mois et demi de 1939, malgré les perturbations à l'étranger, et malgré le volume total des nouvelles émissions d'obligations, qui fut beaucoup plus considérable que pendant la période correspondante de 1938 ou 1937, et qui est comparable à celui de 1936. Une affluence de fonds étrangers pendant la première partie de l'année a contribué à la fermeté du marché canadien.

Lorsque la guerre éclata, il se produisit une baisse prononcée et malgré un recouvrement rapide à la fin de septembre et en octobre, le cours moyen de deux types des émissions à long terme fut de 96 en décembre à rapprocher de 100-7/8 pour le même mois de l'année précédente. A la suite de l'émission du premier emprunt de guerre, le recouvrement, continué en janvier, amena les rendements à environ 1/4 de 1 p. cent de plus qu'ils n'étaient au commencement de 1939.

Aux Etats-Unis, pour la même période, il y eut une régression nette d'environ 1/4 de 1 p. cent dans les rendements sur valeurs de premier ordre à long terme. Dans le

Royaume-Uni, il n'y eut pas de changement net; 1938 avait marqué une hausse des rendements.

L'emprunt du Dominion en octobre mis à part, le montant des nouvelles émissions des gouvernements dans la dernière partie de 1939 fut sensiblement au-dessous des niveaux atteints récemment. Les corporations continuèrent cependant d'obtenir de nouveaux capitaux sur une échelle un peu plus élevée qu'en 1937 ou 1938. L'appendice comprend un tableau récapitulant les montants nets de nouvelles obligations émises depuis quatre ans par les gouvernements canadiens et les corporations canadiennes. Le tableau montre que ces émetteurs, comme groupe, ont durant cette période, effectué une réduction nette de \$551 millions dans le montant de leurs obligations en cours payables uniquement ou au choix du détenteur en devise étrangère. Les chiffres plus détaillés publiés dans le *Sommaire de statistiques* de la Banque en janvier 1940 montrent que la réduction dans le cas des obligations avec option de recouvrement à New-York fut de \$493 millions. Il n'y a pas de statistiques comparables à celles-ci pour les années immédiatement antérieures à 1936; autrement on pourrait citer des totaux un peu plus élevés.

La réduction très marquée dans le montant des obligations en devises étrangères des débiteurs canadiens a évidemment diminué leur vulnérabilité aux fluctuations des changes. Aussi, accompagnée comme elle l'a été d'une réduction dans le volume des obligations canadiennes détenues par des non-résidents, la situation internationale du pays comme entité s'est fortifiée. Y compris les obligations municipales qui ne sont pas incluses dans le tableau en appendice, le bureau fédéral de la statistique estime que les rapatriements nets se totalisent, depuis 1932, à \$650 millions environ, dont quelque \$400 millions depuis 1935.

LES CHANGES

Malgré la pression exercée sur le sterling en raison des mouvements massifs de capitaux, la livre en terme de dollars des Etats-Unis demeura ferme aux environs de \$4.68 pendant la première partie de 1939. A la fin d'août, le taux baissa rapidement, et après l'institution du contrôle des changes dans le Royaume-Uni au début de septembre, le taux moyen établi par les taux officiels d'achat et de vente sur New-York a été de \$4.03.

Le dollar canadien fut aussi stable pendant la première période, et la prime sur le dollar des Etats-Unis se maintint à moins de 1 p. cent. Les achats de valeurs canadiennes par des étrangers se sont poursuivis en volume considérable et la balance du compte courant est demeurée forte. Il n'est donc pas surprenant que le dollar canadien à New-York se soit maintenu à faible perte malgré la position du sterling.

Aux derniers jours d'août, toutefois, il tomba et lorsque le Canada déclara la guerre, la prime sur les fonds des Etats-Unis était de 7½ p. cent. A la fin de la semaine suivante, la prime avait atteint 11 p. cent environ, et l'on pouvait constater des sorties sensibles de capitaux. Le 16 septembre, le gouvernement du Dominion établit le contrôle des changes. Depuis, la prime sur les fonds des Etats-Unis au Canada a été de 10 p. cent pour l'achat et de 11 p. cent pour la vente. Les taux correspondants du sterling ont été de \$4.43 et \$4.47.

BALANCE DES PAYEMENTS

Les calculs préliminaires de la balance des paiements internationaux du Canada pour 1939, faits par le bureau fédéral de la statistique, indiquent que le surplus net du compte courant est sensiblement plus gros que le chiffre

révisé de 1938, \$189 millions. Les exportations de marchandises autres que l'or montèrent de \$85 millions, et les exportations nettes d'or non monétaire de \$25 millions. Une augmentation de \$65 millions dans les importations établit la balance du commerce favorable à environ \$45 millions de plus qu'en 1938, et nos recettes nettes des touristes enregistrèrent peu de différence. D'autre part, on estime que les intérêts et dividendes payés à des non-résidents augmentèrent un peu et que les paiements nets pour le compte de fret et d'autres services s'élevèrent aussi.

Pendant la première partie de l'année, la balance totale sur compte courant s'annonçait encore meilleure qu'elle ne l'est, puisque toute l'augmentation nette dans les importations a eu lieu au cours des quatre derniers mois.

La légère augmentation dans le montant net des intérêts et dividendes payés, mentionnée ci-dessus, mérite plus de commentaires. Dû surtout au rapatriement des capitaux, les paiements nets d'intérêts à des non-résidents ont suivi la tendance des années récentes, et ont été encore moindres. Ceci tient compte de la prime sur les fonds des Etats-Unis dans la dernière partie de l'année, puisque tous les montants des postes de la balance des paiements sont exprimés en termes de dollars canadiens. Naturellement l'augmentation dans les paiements nets de dividendes à des non-résidents qui s'est produite depuis le plus profond de la crise a été étroitement liée à l'expansion des exportations de minéraux, qui ont compensé l'effet de cette augmentation sur la balance des paiements.

#### DIVERS

Le printemps dernier j'ai assisté aux réunions du Comité de la banque et du commerce de la Chambre des communes,

où certains aspects de la politique monétaire et fiscale furent longuement discutés. Par ordre du comité, certaines déclarations et des tableaux qui furent présentés à ce sujet ont été publiés sous forme de brochure.

Les discussions convergèrent alors aux problèmes de la crise et j'ai eu l'occasion de souligner les limitations spéciales qu'impose à la politique monétaire du Canada le caractère de l'économie canadienne. Plus d'un tiers du revenu réel total des Canadiens en termes de marchandises et de services provient directement des ventes à d'autres pays. En l'absence de changements dans la structure de notre économie qui diminueraient notre dépendance sur le commerce d'exportation, il est clair que l'emploi à l'intérieur du pays d'aucun stimulant monétaire, si puissant soit-il, ne peut compenser pleinement l'effet sur le Canada d'une faible demande de l'extérieur pour des marchandises et services canadiens.

D'un autre côté, la guerre donne lieu à une telle demande de marchandises et services de certains genres qu'il devient inutile de prendre des mesures monétaires pour stimuler la production. Il est vrai que, dans la période initiale du choc et de la transition, l'expansion du crédit peut aider à empêcher la liquidation que n'exigent pas les conditions fondamentales et peut faciliter le rajustement à la nouvelle situation. Ceci fut le cas dans la dernière partie de 1939. Mais, comme l'indiquait le discours sur le budget en septembre dernier, l'expansion du crédit ne devrait se faire que dans cette phase initiale.

Si au cours d'une période quelconque la production aux fins de la guerre prend une plus grande expansion que n'en peut subir physiquement la production de toute sorte, elle doit alors empiéter sur le volume des marchandises et services

qui pourraient être rendus disponibles pour d'autres fins. Dans la proportion où l'Etat ne prélève pas de fonds pour payer ses dépenses par des impôts ou emprunts qui réduisent d'autant la dépense privée, il faut nécessairement les rencontrer par un accroissement dans le montant de monnaie effective. Passé un certain point, cette dernière méthode restreint les dépenses privées réelles en termes de marchandises et services aussi sûrement que si la dépense privée avait été réduite directement par impôt ou emprunt. Elle le fait au moyen d'une hausse inflationnaire des prix.

Se souvenant de l'effet de développements de ce genre pendant la guerre de 1914-18 et après, divers pays ont exprimé l'intention de faire tout ce qui serait possible pour éviter que l'inflation ne se répète au cours du conflit actuel. Le succès d'un tel effort dans tout pays où on le tentera dépendra, sans doute, dans une large mesure, de la compréhension du public et de sa réconciliation au fait que le sacrifice direct est plus équitable et, à la longue, moins coûteux que toute autre méthode de traiter les problèmes financiers d'une guerre.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.

Le gouverneur,

G.-F. TOWERS

**MONTANTS NETS ESTIMATIFS**  
**ÉMISSIONS NOUVELLES OU REMBOURSEMENTS.**

(Valeur au pair en millions de dollars)

Années	OBLIGATIONS*			TOTAL (3)	PAYABLES:—	
	Domini- on et Chemins de fer na- tionaux du Canada (1)	Pro- vinces (2)	Corpo- rations privées		Au Canada seulement	A l'étranger (4)
1936	86	39	52	177	371	194
1937	11	58	10	59	187	128
1938	70	49	11	108	179	71
1939	177	81	15	273	431	158

\* Les bons du Trésor sont exclus. Dans le cas du Dominion, les chiffres correspondants pour bons du Trésor seraient: émissions nettes 57, 0, 5 et 0 en 1936, 1937, 1938 et 1939 respectivement.

- (1) Comprend toutes les émissions garanties. Le remboursement de l'émission de \$40 mm. échue à New-York le 1er janvier 1939 et qui fut rachetée en novembre 1938 est, aux fins de ce tableau, considéré comme ayant eu lieu en 1938.
- (2) Comprend les émissions garanties, autres que celles des chemins de fer nationaux du Canada, lesquelles sont incluses sous la rubrique précédente.
- (3) Les renseignements disponibles au sujet des remboursements de municipalités et d'institutions religieuses n'étaient pas assez complets pour justifier qu'on inclue ces catégories d'obligations dans ce tableau.
- (4) Seulement ou au choix.

**BANQUE DU**  
**BILAN**  
Arrêté au 30

**PASSIF**

**CAPITAL :**

Autorisé, 100,000 actions, valeur au pair de \$50 chacune . . . \$	<u>5,000,000.00</u>
Emis et versé . . . . .	\$ 5,000,000.00
<b>FONDS DE RÉSERVE . . . . .</b>	<b>2,449,756.52</b>
<b>BILLETS EN CIRCULATION . . . . .</b>	<b>232,779,327.47</b>
<b>DÉPÔTS :</b>	
Gouvernement fédéral . . . . .	47,362,964.19
Banques à charte . . . . .	216,996,200.45
Autres . . . . .	<u>17,851,577.90</u>
282,210,742.54	
<b>DIVIDENDE DÉCLARÉ—payable le 2 janvier 1940 . . . . .</b>	<b>112,500.00</b>
<b>AUTRE PASSIF . . . . .</b>	<b><u>4,678,505.39</u></b>

**RAPPORT DES VÉRIFICATEURS**

Nous avons examiné le bilan ci-dessus de la Banque du Canada arrêté au 30 décembre 1939, et faisons rapport que, dans notre opinion, il est établi de façon à exposer véritablement et fidèlement la situation de la Banque à cette date au meilleur de notre connaissance, suivant les explications qui nous ont été données et telle qu'elle est indiquée aux livres de la Banque. Tous les renseignements et explications que nous avons demandés nous ont été fournis.

E.-J. HOWSON, F.C.A.  
de la firme Thorne, Mulholland,  
Howson & McPherson,

JEAN VALIQUETTE, C.A.,  
de la firme Anderson & Valiquette,  
Vérificateurs.

OTTAWA, le 31 janvier 1940.

\$527,230,831.92

# CANADA

décembre 1939

## ACTIF

### RÉSERVE—aux cours actuels :

Monnaies et lingots d'or . . .	\$225,677,320.37	
Sterling et dollars des États- Unis d'Amérique . . .	64,324,717.55	
Fonds d'autres pays à étalon- or . . . . .	<u>46.89</u>	\$290,002,084.81

MONNAIES DIVISIONNAIRES . . . . . 90,272.81

### PLACEMENTS—ne dépassant pas la valeur courante :

Titres à court terme des Gou- vernements fédéral et provin- ciaux . . . . .	181,896,819.41	
Autres titres des Gouverne- ments fédéral et provinciaux	<u>49,875,738.20</u>	231,772,557.61

### IMMEUBLES DE LA BANQUE :

Terrain, bâtisses et mobilier au prix coûtant moins les amor- tissements . . . . .		1,635,158.62
--	--	--------------

AUTRE ACTIF . . . . . 3,730,758.07

\$527,230,831.92

Le gouverneur,  
G.-F. TOWERS

Le comptable en chef suppléant,  
E. METCALFE

---

BANQUE DU CANADA

---

**COMPTE DE PROFITS ET PERTES**

au 30 décembre 1939

Profits pour l'année terminée le 30 décembre 1939, déductions faites des provisions pour éventualités et réserves . . . . .	\$1,863,725.20
---	----------------

Répartis comme suit :

Dividende No 10 payable le 2 juillet 1939 au taux de 4½% l'an sur \$5,000,000.00 pour la période du 1er janvier au 30 juin 1939 . . . \$	112,500.00
--	------------

Dividende No 11 payable le 2 janvier 1940 au taux de 4½% l'an sur \$5,000,000.00 pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1939	112,500.00	225,000.00
---	------------	------------

Solde . . . . .	\$1,638,725.20
-----------------	----------------

Virement au fonds de réserve . . . . .	\$ 546,241.73
--	---------------

A verser au Receveur général du Canada pour crédit au fonds consolidé du Revenu . . . . .	1,092,483.47	\$1,638,725.20
---	--------------	----------------

**FONDS DE RÉSERVE**

Solde le 31 décembre 1938 . . . . .	\$1,903,514.79
Montant viré au 30 décembre 1939, comme ci-haut . . . . .	546,241.73
Solde le 30 décembre 1939 . . . . .	\$2,449,756.52











